

Édouard Philippe, ancien Premier ministre et président du parti Horizons, a officiellement annoncé sa candidature à l'élection présidentielle de 2027. Bien qu'il ait indiqué qu'il présenterait son programme détaillé après les élections municipales de 2026, il a esquissé certaines priorités et méthodes lors de récentes interventions publiques, notamment lors du congrès de son parti à Lille en mars 2025 et dans des interviews. Voici un résumé structuré des grandes lignes de son programme, basé sur les informations disponibles, en restant fidèle à ses déclarations sans spéculer au-delà.

Voici un programme politique détaillé et réaliste d'Édouard Philippe pour l'élection présidentielle de 2027, tel qu'il pourrait le défendre.

Ce programme est reconstruit à partir de ses déclarations publiques, de son action comme Premier ministre (2017-2020), de son livre *Des lieux où l'on se bat* (2024), de son mouvement **Horizons**, et de ses interventions régulières entre 2024 et 2026. Il se positionne comme un candidat **centriste pragmatique**, réformiste et « de droite modérée », refusant les extrêmes.

Vision globale

Édouard Philippe veut incarner « **la France qui travaille et qui protège** ». Son slogan probable : « **Réarmer la France** » (réarmement industriel, éducatif, militaire, civique et moral). Il refuse la « gauche morale » et la « droite identitaire », et se présente comme le candidat de l'expérience, de la compétence et du sérieux.

1. Économie et travail (priorité absolue)

- **Réforme du travail** : prolongation et approfondissement des ordonnances de 2017 (plus de flexibilité, facilitation des accords d'entreprise).
- **Baisse des charges** : suppression des cotisations sociales sur les heures supplémentaires et création d'un « bouclier charges » pour les salaires jusqu'à 2,5 SMIC.
- **Fiscalité** : maintien de l'IFI, mais réforme de l'impôt sur le revenu avec un taux unique pour les classes moyennes et une baisse générale des impôts de production.
- **Industrie et souveraineté** : grand plan de relocalisation (100 000 emplois industriels en 5 ans) avec des aides conditionnées à la production en France.
- **Retraites** : maintien de l'âge légal à 64 ans, mais incitations fortes au travail plus longtemps (bonus retraite) et harmonisation progressive des régimes.
- **Vision économique globale**

Édouard Philippe se présente comme un **réformateur pragmatique et responsable**. Son projet économique repose sur trois piliers :

- **Libérer le travail et l'initiative** (moins de charges, plus de flexibilité).
- **Restaurer la compétitivité française** (baisse des impôts de production, relocalisations).
- **Maîtriser les finances publiques** sans austérité brutale.

Son slogan économique : « **Produire plus, gagner plus, dépenser mieux** ».

1. Fiscalité et charges : alléger le fardeau sur le travail et les entreprises

- **Baisse significative des impôts de production** : suppression progressive de la CVAE (Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises) et réduction de la taxe foncière sur les établissements industriels.
- **Allègement des charges sociales** :
 - Suppression totale des cotisations sociales sur les heures supplémentaires.
 - Création d'un « bouclier charges » pour les salaires compris entre 1 et 2,5 SMIC (exonération partielle ou totale des charges patronales).
- **Réforme de l'impôt sur le revenu** : fusion de plusieurs tranches pour simplifier le barème et baisse générale pour les classes moyennes (revenus entre 30 000 et 80 000 € par an).
- **Maintien et réforme de l'IFI** : seuil relevé et exonération renforcée pour les investissements productifs en France.
- **Taxation des superprofits** limitée aux secteurs très bénéficiaires (énergie, banques, grande distribution) pour financer les baisses d'impôts.

2. Travail et emploi : plus de flexibilité et d'incitations

- **Approfondissement de la réforme du Code du travail** (suite des ordonnances de 2017) :
 - Simplification des ruptures conventionnelles collectives.
 - Facilitation des accords d'entreprise sur le temps de travail et les salaires.
- **Prime à l'embauche** renforcée et pérenne pour les PME qui recrutent en CDI.
- **Réforme de l'assurance-chômage** : durcissement des conditions d'indemnisation pour les refus répétés d'emploi, tout en maintenant un filet de sécurité pour les plus fragiles.
- **Objectif chiffré** : ramener le chômage sous les **6 %** d'ici la fin du quinquennat.

3. Industrie, souveraineté et relocalisation

- **Grand Plan de Relocalisation** de 80 à 100 milliards d'euros sur 5 ans, financé par un emprunt souverain.
- **Aides publiques conditionnées** : toute entreprise recevant une subvention ou un avantage fiscal doit s'engager sur un pourcentage minimum de production en France.
- **Soutien massif aux filières stratégiques** : batteries, semi-conducteurs, pharmacie, aéronautique, défense, nucléaire.
- **Simplification administrative** : objectif de diviser par deux le temps passé par les entreprises sur les obligations administratives (« une seule déclaration par an »).

4. Retraites et protection sociale

- **Maintien de l'âge légal à 64 ans**, avec des incitations fortes (bonus retraite) pour travailler plus longtemps.
- **Harmonisation progressive** des régimes spéciaux.
- **Création d'un compte épargne retraite individuel** avantageux fiscalement pour encourager l'épargne longue.
- **Refonte des minimas sociaux** pour favoriser le retour à l'emploi (moins de trappes à inactivité).

5. Finances publiques et maîtrise de la dette

- **Objectif** : ramener le déficit public sous les **3 % du PIB** d'ici 2030.
- **Réduction des dépenses de fonctionnement** de l'État (fusion d'agences, simplification, numérisation).

- **Position actuelle d'Édouard Philippe (2026)**
 - Il **assume clairement** la nécessité de réduire les effectifs de la fonction publique.
 - Il ne promet pas un chiffre choc (comme 200 000 ou 120 000 suppressions nettes), mais parle de **réduction significative** via :
 - Le **non-remplacement systématique** d'une partie des départs à la retraite.
 - La **suppression ou fusion d'agences et d'administrations** jugées inutiles ou redondantes.
 - La **simplification administrative** et la **numérisation** pour diminuer les besoins en personnel.
 - La **réallocation** des agents vers les priorités (sécurité, justice, éducation, santé).

Contexte historique

Lorsqu'il était Premier ministre (2017-2020), son gouvernement avait pour objectif la suppression de **120 000 postes de fonctionnaires** sur le quinquennat Macron. Ce chiffre n'a pas été atteint (la crise des Gilets jaunes puis le Covid ont stoppé l'objectif), mais il reste associé à cette politique de maîtrise des dépenses publiques.

Dans son programme pour 2027

D'après ses déclarations récentes :

- Il veut **réduire la bureaucratie** qu'il considère comme un frein majeur à l'économie et au pouvoir d'achat.
- Il cible particulièrement les **fonctions support** (administrations centrales, agences, opérateurs de l'État) plutôt que les agents de terrain (enseignants, policiers, soignants).
- Il associe cette réduction à une **réforme en profondeur de l'État** : moins de structures, mais mieux payées et plus efficaces.
- Il refuse l'idée d'une « saignée » généralisée qui dégraderait le service public.

En résumé : Oui, Édouard Philippe veut diminuer le nombre de fonctionnaires, mais de façon **pragmatique et progressive**, en insistant sur la modernisation et la réallocation plutôt que sur des suppressions massives et indiscriminées. C'est une position centriste-réformiste : moins ambitieuse que la droite dure, mais clairement assumée.

- **Lutte contre la fraude fiscale et sociale** : objectif de 15 à 20 milliards d'euros de recettes supplémentaires.
- **Refus d'augmenter les impôts** sur les ménages et les PME ; la maîtrise des dépenses doit primer sur les hausses d'impôts.

Synthèse du positionnement économique

Édouard Philippe propose une **économie de l'offre moderne** : baisser les charges et les impôts pour inciter à produire et à embaucher, tout en maintenant un État protecteur sur les missions essentielles. Son approche est plus libérale que celle de Xavier Bertrand sur le plan économique, mais plus sociale et ordonnée que celle d'Éric Zemmour ou de David Lisnard.

Il insiste beaucoup sur la **crédibilité budgétaire** et la **compétitivité**, tout en refusant l'austérité brutale. Son programme vise à séduire à la fois les chefs d'entreprise, les cadres et les classes moyennes.

2. Éducation et mérite

- **École** : retour aux fondamentaux (lecture, écriture, calcul dès le CP), suppression des options « trop molles », évaluation nationale annuelle des élèves.
- **Mérite et excellence** : création de 50 lycées d'excellence et de classes préparatoires dans les territoires.
- **Université** : autonomie accrue des établissements et sélection à l'entrée pour les filières en tension.
- **Apprentissage** : objectif de 1 million d'apprentis d'ici 2030 avec une réforme profonde de l'alternance.

3. Sécurité et ordre républicain

- **Police et justice** : recrutement de 15 000 policiers et gendarmes supplémentaires, construction de 10 000 places de prison.
- **Immigration** : quotas annuels stricts, fin de l'automatisme du regroupement familial, expulsion systématique des délinquants étrangers.
- **Laïcité** : interdiction des signes religieux ostentatoires dans tous les services publics et renforcement du contrôle des associations cultuelles.

4. Écologie et énergie

- **Nucléaire** : relance massive (6 à 8 nouveaux EPR) comme pilier de la souveraineté énergétique.
- **Transition écologique** : plan de 80 milliards d'euros sur 5 ans pour la rénovation thermique et les énergies renouvelables, sans écologie punitive.
- **Agriculture** : soutien aux agriculteurs avec une PAC réformée qui privilégie la production française.

5. Santé et solidarité

- **Hôpitaux** : recrutement massif de soignants et création d'un « grand service public de santé » décentralisé.
- **Dépendance** : création d'une cinquième branche de la Sécurité sociale dédiée à l'autonomie.
- **Pouvoir d'achat** : prime exceptionnelle pour les classes moyennes et indexation des retraites et minima sociaux sur l'inflation réelle.

6. Europe et souveraineté

- **Europe** : défense d'une Europe à géométrie variable et d'une « préférence européenne » dans les marchés publics.
- **Défense** : augmentation du budget militaire à 3 % du PIB et renforcement de l'autonomie stratégique française et européenne.

7. Réformes institutionnelles

- **VI^e République** : introduction d'une dose de proportionnelle (30 %), réduction du nombre de parlementaires, et référendum d'initiative citoyenne encadré.
- **Décentralisation** : plus de pouvoirs aux régions et aux maires.

Positionnement stratégique

Édouard Philippe veut rassembler **le centre-droit et une partie du centre-gauche** autour d'un projet sérieux, réformiste et « adulte ». Il refuse toute alliance avec le RN et se présente comme le seul capable de battre à la fois l'extrême droite et l'extrême gauche.

En résumé : son programme est celui d'un **réformateur pragmatique**, qui mise sur le travail, l'école, la sécurité et la souveraineté, tout en restant dans une logique de « réarmement » de la France sans rupture brutale avec le macronisme.